



# Déclaration du SNUipp-FSU du Loiret

## CAPD du 6 septembre 2018

Monsieur le Directeur Académique,

Cette rentrée scolaire ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices.

A commencer par les annonces et la publication des ajustements des programmes pendant l'été. Quel que soit le contenu, la période et la parution au BO, initialement sans documents d'accompagnement, sont peu respectueuses du travail et peu reconnaissantes de du professionnalisme des enseignants.

Mais ce qui nous inquiète davantage, c'est la tournure que prend le projet éducatif de notre ministre autour, notamment, d'un « livre orange » et d'évaluations, dans un premier temps des CP et CE1, qui impose « les bonnes pratiques » avec la volonté, au travers de ces éléments, de « piloter le système et notre pédagogie ».

Ainsi, les méthodes de lecture prônées par le Ministre dans son livre orange relèvent à la fois d'une méconnaissance profonde des pratiques de la quasi-totalité des enseignants et d'une forte préconisation, voire d'injonctions « sans texte officiel » de pratiques plus que contestables sur le fond également. Ces incitations, ont été, en plus corrélées, dans l'académie du Nord notamment, par des pressions exercées sur des écoles pour imposer le protocole d' « Agir pour l'école » association dont notre ministre est ancien membre du comité directeur.....

Un communiqué émanant d'un ensemble de mouvements pédagogiques, de syndicats d'enseignants et d'Inspecteurs de l'Éducation Nationale affirme même « *leur soutien aux enseignants et aux équipes qui refusent de mettre en œuvre ces actions ou veulent les interrompre [et] demandent que cessent toutes les formes de pressions exercées.* »

Les évaluations nationales en CP et CE1, pour cette année, participent du même principe et nous interpellent de la même manière. Imposer un modèle, des exercices sans concertation avec les enseignants est une manière supplémentaire de ne pas reconnaître leur capacité à élaborer eux-mêmes leurs propres outils internes pour évaluer leurs propres élèves. Leur professionnalisme est ainsi remis en cause. De plus, ce système mis en place aux USA, en Angleterre, en Suède, notamment, a montré ses travers, son caractère anxiogène pour les élèves et, in fine, son caractère chronophage et contre-productif. Si bien que nombre de ces

pays reviennent en arrière. Pourquoi alors nous acharnons-nous à réintroduire (après l'épisode des évaluations CE1 et CM2...d'un certain Mr Blanquer DGEESCO à cette époque !!) un tel système si ce n'est pour évaluer les « bonnes pratiques » des enseignants et les rémunérer en conséquence comme l'affirme la même personne devenu depuis Ministre dans une interview aux médias? je cite « *On doit pouvoir dire à l'équipe pédagogique : si sur cinq années vous réussissez à relever le défi, alors non seulement vous serez soutenus, mais vous en tirerez un bénéfice collectif, sous forme de primes, ou bien d'une priorité dans les mutations* ». Est-ce cela l'école de la confiance affichée ironiquement sur les cahiers d'évaluations CP et CE1 ?

Enfin, nous refusons que nos élèves, nos écoles soient classés, comparés avec des moyens et des publics complètement différents sans moyens supplémentaires pour remédier à leurs difficultés.

Aussi, le SNUipp-FSU appelle d'ores et déjà les équipes (car ce sujet concerne toute l'école) à :

- refuser la passation de ces évaluations (n'utiliser, le cas échéant, que les exercices jugés pertinents) en utilisant leurs propres outils
- ne saisir, ni remonter aucun résultat à l'administration pour ne pas entrer dans le « système » de pilotage, de mise en concurrence des écoles, des enseignants, des élèves ;

Les enseignants doivent avant tout être des concepteurs de leur enseignement en réaffirmant le principe de liberté pédagogique et non des exécutants.

L'École prend pour nous une mauvaise direction et le rapport parlementaire de la Mission flash sur la direction d'école en dit assez long sur ce sujet.

Le SNUipp-FSU rappelle :

- sa volonté d'écoles à taille humaine (et non des grosses écoles fusionnées avec des super directions)
- son opposition à un statut pour la direction qui ne résoudrait en rien mais au contraire aggraverait la condition de ces personnels et de leur école
- sa demande d'aide administrative pérenne
- sa demande de décharge supplémentaire pour tous les collègues directeurs/directrices

C'est cette école, c'est cette confiance que nous souhaitons pour l'École dès maintenant et pour demain.